

Il était une fois

## Un match de foot Genève-Athènes

La position de la Grèce comme frontière dans le système Est-Ouest des relations internationales après 1945 a marqué la nature de son régime politique. Churchill, c'est connu, a mis tout son poids pour maintenir le pays dans la «sphère occidentale». Il a mis le même poids ensuite pour éliminer du pouvoir le Parti communiste, noyau de l'armée de libération (ELAS) levée contre les forces mussoliniennes et nazies. Il fit désarmer et dissoudre en 1944 une ELAS très enracinée dans le peuple, y compris dans l'Eglise orthodoxe, déclenchant d'abord une révolte militaire anti-britannique, puis, jusqu'en 1949, une guerre civile qui allait épouser les humeurs et priorités de la Guerre froide. Les combats atroces qu'elle engendra prirent fin avec la rupture entre Staline et Tito, les deux parrains des partisans communistes. En 1949, la Grèce était exsangue et moralement déboussolée. Sa monarchie était discréditée, et les gouvernements conservateurs qui se succédèrent ne réussirent pas à stabiliser les institutions écartelées entre le roi, l'armée, l'ambassade américaine et le parlement, d'où l'éviction de la gauche était la priorité.

C'est dans ce climat délétère que, le 21 avril 1967, un mois avant les élections législatives prévues comme favorables au centre gauche mené par Andréas Georges Papandréou, une bande de colonels s'empara du pouvoir pour étouffer, selon leurs mots, un «complot communiste» et «restaurer» l'ordre. Le coup d'Etat fit 40 morts à Athènes et 6700 arrestations, suivies de six grands procès politiques mettant en jeu dix à quarante accusés, jusqu'à ce que soit mis en place l'arsenal habituel des dictatures militaires, suppression des libertés et contrôle social. «Si Papanandréou était parvenu au pouvoir, la flotte russe serait déjà au Pirée

Joëlle  
Kuntz

aujourd'hui, en train de faire la navette avec Alexandrie», expliquait un haut fonctionnaire de la junte à Michel Tatu, du journal *Le Monde*.

Les Européens condamnèrent le coup d'Etat. Les Américains s'y rallièrent, tout en regrettant l'absence d'un rôle pour le roi, leur protégé. L'ambassadeur de Suisse à Athènes, le Jurasien Jacques-Albert Cuttat, orientaliste et diplomate expérimenté, fut comme soulagé. Le dernier tome des Documents diplomatiques suisses contient la lettre qu'il écrivit le 12 mai à Berne, ainsi que la réponse de son supérieur\*.

L'ambassadeur assiste, le 11 mai 1967, au match Servette-Panathinaïkos, à Athènes. Il est assis à la droite du colonel brigadier Pattakos, «dont vous n'ignorez pas qu'il est l'auteur principal du putsch du 21 avril». Ce dernier, précise l'ambassadeur, «continue d'être l'homme fort de ce gouvernement autoritaire et inconstitutionnel, qui est fortement attaqué par la presse socialiste de l'Occident, critiqué avec modération par la NZZ... accepté avec soulagement par l'immense majorité des villes et campagnes grecques».

Le match est, pour le plénipotentiaire, l'occasion de s'entretenir «cordialement» avec le brigadier. Ce dernier voulant connaître la réaction de la presse suisse, il lui répond que «certains journaux» se font l'écho «d'affirmations selon lesquelles la Grèce est dominée par un gouvernement fasciste». «Nous ne sommes pas fascistes, répond Pattakos. Si nous l'étions, j'aurais traité beaucoup plus sévèrement les éléments que je sais hostiles à notre régime.»

L'ambassadeur soulève la question des prisonniers, «un point souvent évoqué dans la presse européenne», dit-il, pour s'entendre assurer que les plus âgés et les malades seront remis en liberté, mais non d'ex-marxiste



Au centre, le roi Constantin de Grèce, qui a rallié le nouveau régime le 26 avril 1967, avec, au premier rang tout à gauche, le colonel Papadopoulos, homme fort du coup d'Etat, et, derrière le roi, en uniforme, à sa gauche, le brigadier Pattakos venu assister au match Servette-Panathinaïkos. ATHÈNES, AVRIL 1967

Andréas Papandréou, ce leader dangereux, aux idées communistes, d'ailleurs plutôt vagues... qui sera transféré... dans une prison politique».

Le Suisse note fièrement que l'ambition de son interlocuteur est que la Grèce puisse «imiter l'exemple d'ordre et de justice sociale que nous donnons au monde». Et il signale en post-scriptum que «les sphères gouvernementales grecques» s'étonnent de ce que la lettre adressée à la *Tribune de Genève* par «l'armateur grec Latsis» n'ait pas été publiée: celui-ci conteste «le bien-fondé de l'affirmation du professeur grec Siotis, professeur à l'Institut international des hautes études de Genève, suivant laquelle la Grèce serait gouvernée par un régime

fasciste». L'ambassadeur précise que «M. Siotis passe ici pour un communiste notoire».

Le 20 juillet 1967, comme l'ambassadeur se répand dans la presse, le secrétaire général du Département politique lui adresse une lettre semi-officielle en tant que «cher ami» pour lui rappeler quelques règles: «Si l'on peut admettre qu'en certaines circonstances et en certains lieux, les dictatures sont un moindre mal, elles restent à mes yeux et à ceux de la plupart de nos compatriotes un système condamnable. Il est possible qu'à Athènes il ait été nécessaire de mettre le holà à une crise susceptible de dégénérer. En conclure que la Grèce n'est pas mûre pour la démocratie relève de l'appréciation personnelle des observateurs.

Mais c'est une thèse qui me paraît dangereuse lorsqu'elle est émise par un ambassadeur de Suisse s'adressant à des personnes qui ne font pas partie de l'administration. Il faut être particulièrement prudent, surtout lorsqu'on applique à un pays étranger des critères différents que ceux que l'on trouve bons pour nous.»

Le régime des colonels s'effondre en 1974 avec la crise chypriote. La Grèce entre dans l'Union européenne en 1981. Et il y a toujours quelque part des ambassadeurs, des experts et toute sorte de *besser Wisser* pour affirmer gravement que la Grèce n'est pas mûre pour la démocratie.

\* Documents diplomatiques suisses, dodis.ch/32729 et dodis.ch/32733.